

**Contribution du SER à la consultation de la CRE n°2025-15 relative à la procédure de traitement des demandes de raccordement des installations de stockage au réseau public de transport d'électricité dans les zones à gabarits.**

Question 1 : Partagez-vous l'analyse de la CRE selon laquelle il n'est pas souhaitable qu'un nombre restreint d'acteurs puisse réserver l'ensemble de la capacité disponible dans les zones à gabarit ?

Le SER remercie la CRE pour la démarche entreprise visant à régulariser la procédure de demande de raccordement des installations de stockage sur le réseau de transport, incluant les zones à gabarit.

Le SER estime que la procédure de raccordement des batteries n'est actuellement pas satisfaisante, et ce pour deux raisons qui semblent chacune pousser dans des directions opposées :

- D'une part, RTE a affiché une volonté d'uniformiser les processus de raccordement pour l'ensemble des clients raccordés, qu'ils soient producteurs, consommateurs, stockeurs, ou mixtes. Cette décision a ses raisons propres, mais elle a pour conséquence de rendre moins souple l'adaptation des processus de raccordement qui ont pourtant des spécificités propres à chaque secteur.
- D'autre part, le raccordement des batteries en HTB dépend des publications de Cartostock, avec jusqu'ici une première mise à jour le 24 mars pour les postes sans limitation, suivie d'une 2<sup>e</sup> mise à jour le 9 octobre 2025 pour les zones à gabarit « solaires ». Si la transparence des données est bien une demande de la filière, le SER constate que désormais, l'accès au raccordement des projets de stockage ne se fait plus en fonction de la maturité du projet, mais devient rythmé par ces publications.

Ces deux phénomènes combinés entraînent une situation qui n'est satisfaisante ni pour les développeurs d'actifs de stockage, ni pour le gestionnaire de réseau, et désoptimise les capacités raccordées au système électrique. La publication très ponctuelle des données de Cartostock entraîne un afflux de demande massive de raccordement sur les postes HTB identifiés dans un laps de temps très court. RTE se retrouve à devoir gérer cet afflux de demande, que le passage à une PTF payante n'a pas endigué. Côté stockeur, la frustration est grande car ils n'ont aucune visibilité sur la manière dont sera traité leur demande de raccordement. Aussi, comme plus d'une dizaine de PTF (entraînant tout de même un versement de 42K € HT) ont été faite sur une seule zone identifiée, RTE a défini des modalités de traitement ad hoc des demandes de raccordement présentées lors d'un GT ad hoc en septembre 2025 et non intégrées dans la DTR.,

Enfin, le SER tient à souligner un point très important concernant les effets de cette ruée vers le raccordement : dans les Territoires, les élus locaux et les propriétaires de foncier se voient « harceler » par des développeurs en quête de foncier. Cette situation est intolérable et affecte l'acceptabilité des projets, qui sont pourtant des acteurs essentiels du développement des ENR électriques.

Lier demande de raccordement à une mise à jour ponctuelle d'un outil cartographique provoque le déploiement anarchique des projets.

Si le SER partage le constat d'un dysfonctionnement de la procédure de raccordement des batteries, il estime que les problématiques vont au-delà de la simple question de la concentration des capacités dans un nombre limité d'entreprises. C'est pourquoi le SER appelle à temporairement mettre en pause les publications sur Cartostock et demande à RTE et la CRE d'organiser une consultation générale sur le cadre de raccordement du stockage.

A noter que le SER n'appelle pas à appliquer un effet rétroactif sur l'attribution des capacités qui ont été attribuées au cours de l'année 2025 depuis la mise en place de Cartostock. De manière générale, l'application rétroactive de nouvelles règles a des impacts négatifs sur le bon fonctionnement du secteur, et peut entraîner des conséquences juridiques difficilement maitrisables. RTE a depuis 2023 à sa disposition tous les moyens nécessaires pour demander des justifications d'avancées de ces projets et traiter ces sujets.

#### Question 2 : Êtes-vous favorable au processus envisagé par la CRE ?

Si le SER comprend les inquiétudes de la CRE quant à la concentration des capacités entre les mains d'un acteur et le niveau de maturité des projets, , il n'est pas favorable au processus envisagé par la CRE.

L'application du classement des projets préconisé par la CRE ajouterait une nouvelle incertitude aux porteurs de projets. Le terme de « loterie » y est souvent associé, car les porteurs de projets n'ont pas les informations nécessaires au classement des projets en attente de PTF. Ce processus amène une couche de complexité supplémentaire et ne permet pas de traiter les effets négatifs de la ruée vers le raccordement à chaque mise à jour de Cartostock.

Le SER réaffirme sa demande d'organiser une concertation spécifique au raccordement coorganisée par la CRE et RTE ainsi que les GRD (a minima Enedis) afin de réfléchir aux modalités qui permettront d'optimiser le raccordement des actifs de stockage au RPT et RPD. Bien que plusieurs pistes aient pu être évoquées en interne, Le SER constate qu'aujourd'hui il n'existe pas de consensus au sein de la filière sur les évolutions à apporter face aux difficultés en matière de raccordement. Ceci renforce la nécessité de créer un espace d'échanges dédiés au raccordement sur les réseaux publics d'électricité (RPD et RPT). Le SER demande de disposer de temps et d'un espace dédié pour avoir une réflexion sur l'ensemble de la procédure, et non uniquement se prononcer sur une mesure visant une problématique spécifique de concentration des capacités de raccordement, qui est de plus concertée rapidement lors des périodes de congés de fin d'année.

Le SER souligne que cette consultation se limiterait au stockage, puisque le raccordement des producteurs a un cadre spécifique lié aux S3REnR.

Question 3 : Êtes-vous favorable à ce qu'un même demandeur ne reçoive pas de PTF en premier sur plus de 20 % (arrondi à l'entier supérieur) des postes en concurrence sur l'ensemble des postes éligibles à une ORO à gabarit faisant l'objet d'une même publication par RTE ?

Question 4 : Considérez-vous qu'il serait préférable de limiter la puissance de raccordement pour laquelle un opérateur pourrait recevoir une PTF en premier plutôt que le nombre de PTF ?

Question 5 : Êtes-vous favorable au délai d'une demi-journée entre les envois de PTF concurrentes ?

Question 6 : Avez-vous une autre proposition concernant les modalités du séquençage de l'envoi des PTF dans les zones à gabarit ?

Le SER réaffirme sa demande d'organiser une concertation spécifique au raccordement co-organisé par la CRE et RTE afin de réfléchir aux modalités qui permettront d'optimiser le raccordement des actifs de stockage au RPT

Question 7 : Avez-vous des remarques complémentaires ?